

*Michel Douryang DOMGA **

L'ÉPISTÉMOLOGIE MACHIAVÉLIENNE DE LA RESTRUCTURATION DÉMOCRATIQUE EN UKRAINE

The Machiavellian Epistemology of Democratic Reorganization in Ukraine

Abstract: This article aims to explain the conceptual and practical work behind the reorganization of the Ukrainian democratic scene from the time of the rejection of the association agreement between Ukraine and the European Union by Viktor Yanukovich up to its self-exile in the Russian Federation. The principled or idealistic analysis of democracy is ill suited to explain the mutations of the political link inherent to this reorganization, apart from the category of chaos. The Machiavellian epistemology of democracy identifies the changes in Ukrainian democracy as a concrete political activity marked by logical situations and constraints to which political actors must always adapt. The apparent chaos of the Ukrainian political scene unfolds in this context a series of rigid and fluid meanings and actions, more or less coordinated, constituting a sum of reference points of orchestration by political actors.

Keywords: Ukraine, democracy, Victor Yanukovich, European Union, Machiavelli

*

La division présumée de la classe politique ukrainienne depuis le 21 novembre 2013, date du rejet du traité d'association avec l'Union Européenne¹ au profit du plan de sauvetage de la Russie², est le produit d'une observation superficielle du sens commun. En effet, si le lien politique entre le pouvoir et

* Université de Maroua, Cameroun.

¹ L'Union Européenne selon les termes de cet accord d'association proposait une aide financière de sortie de crise à l'Ukraine contre les réformes politiques et économiques dont certaines auraient été certainement impopulaires à l'instar de l'augmentation du prix de gaz.

² Ce qui a surpris davantage aussi bien en Europe et en Ukraine qu'en Russie. La proposition russe, plus onéreuse à court terme pour l'Ukraine prévoyait, contrairement à l'Union Européenne, la baisse substantielle de l'ordre d'un tiers du prix de gaz et un prêt de 15 milliards de dollars en plusieurs versements.

l'opposition est alors passé d'une *configuration parlementaire de la relation politique* au sens de Norbert Elias (Elias, 1986 : 35-36)³ à une configuration conflictuelle au sens de Carl Schmitt⁴, dans la dernière configuration, le conflit a continué d'assurer le lien politique de la *polity*⁵ ukrainienne autour des enjeux de conquête, de conservation et l'influence du pouvoir politique (Simmel, 1992 ; Dobry, 1992 : 14-14; 1995 :111-136). Dans cette perspective, le sens d'une prétendue division de la classe politique en Ukraine perd de sa pertinence objective et permet d'entrevoir une question plus féconde : la démocratie disparaît-elle avec la mutation du lien politique de la forme parlementaire à la forme conflictuelle ? Il est vrai que la parlementarisation de la vie politique exclut la violence physique, l'arbitraire du jeu et de la compétition politique. Cependant, comme le démontre Luc Sindjoun dans ses travaux sur les transitions démocratiques en Afrique, la convocation de la figure machiavélienne dans la compréhension du jeu démocratique, bien qu'improbable à priori⁶, permet de « *rompre avec l'approche enchantée et idéaliste de la démocratie afin de situer celle-ci comme relevant d'une activité politique concrète entretenue par des logiques pratiques* »⁷. Ces logiques pratiques qui permettent de suivre la démocratie dans son déroulement concret plutôt que dans son imaginaire ou son idéalisation⁸, s'inscrivent en effet dans la perspective interprétative de Max Weber⁹. Cette posture suggère donc d'envisager le réaménagement de la scène démocratique ukrainienne de l'acceptation par Viktor Ianoukovitch du plan de sauvetage russe à sa destitution par le parlement ukrainien, comme une structure de conjonctures plus ou moins fluide imposant des contraintes (I) vis-à-vis desquels les acteurs politiques essayent de s'adapter en permanence selon la dialectique du lion et du renard symbolisant la force et la ruse (II).

³ La politique parlementaire à son sens renvoie à un processus de pacification du jeu politique par l'exclusion de la violence physique de la compétition politique.

⁴ La politique comme cadre d'expression de la violence sauvage.

⁵ Ensemble des acteurs et institutions politiques de la cité.

⁶ Cela est le fait pour Luc Sindjoun, du caractère plutôt professionnel que proprement scientifique de l'œuvre de Machiavel et du projet personnel d'adoubement par le prince visé par l'auteur.

⁷ Pour Luc Sindjoun, l'approche machiavélienne de la démocratie ne saurait être regardée comme un ensemble de recette à la disposition des acteurs politiques dès lors qu'elle est guidée par une démarche réflexive ; voir Luc Sindjoun, 1999, p.17.

⁸ La théorie machiavélienne de la démocratie peut être mise en œuvre dans toutes les configurations du jeu politique démocratique.

⁹ Comprendre le sens que l'acteur social donne à son action ; Max Weber, 1995, Tome 1, p.35.

I- La démocratie ukrainienne comme cadre d'expression des logiques de contraintes

La logique pragmatiste de la politique permet de prendre au sérieux le non anticipé, le surprenant, le paradoxal, l'inattendue et le probable par rapport aux discours planificateurs (Sindjoun, 1999 : 22; Dobry, 1995 : 111-136). Dans cette perspectives, il y a lieu d'envisager la démocratie comme une activité bricolée au quotidien par les acteurs en fonction des contraintes imposées par les logiques de situation internes et internationales auxquelles ils font face et vis-à-vis desquelles ils doivent en effet s'adapter¹⁰ (Sindjoun, 1999 : 22).

I-1- Les contraintes locales

I-1-1- De l'opposition

La structure des conjonctures qui sculpte la scène politique démocratique ukrainienne autour du 21 novembre 2014, va faire peser des contraintes internes sur l'opposition. Le bras de fer qui oppose cette opposition avec le pouvoir de Ianoukovitch dont l'enjeu est la redéfinition du destin politique de l'Ukraine par le contrôle de ses institutions républicaines. Les contraintes sur l'action politique de l'opposition ukrainienne seront de plusieurs ordres.

L'intermittence du soutien occidental

Dans un premier temps, la catégorie du soutien qui permet d'interpréter les relations entre l'occident et l'opposition ukrainienne n'est pas marquée du sceau de la constance et de l'inconditionnalité. Des signes de rapprochement bien que timides ont été observés entre l'Union Européenne et le pouvoir de Ianoukovitch. Il est clair que si ce rapprochement avait abouti à un retournement du clan Ianoukovitch en faveur des idéaux et positions européennes, l'opposition aurait été sacrifiée sur l'autel des intérêts occidentaux et du camp Ianoukovitch. Dans cette perspective, elle ne représentait en effet pour l'occident qu'un allié stratégique. C'est face à l'obstination de Ianoukovitch à s'aligner sur les positions de Moscou que cette opposition devient pour l'occident un allié inconditionnel. C'est également là, que se situe en partie le sens du refus de Bruxelles de prendre des sanctions¹¹ contre les

¹⁰ Pour Machiavel, le caractère volatile de la démarche des acteurs politiques qui fonde par ailleurs leur opportunisme nécessite l'adaptation permanente des procédés d'action aux caractères du temps (Machiavel, 1980 : 190).

¹¹ Déclaration de Catherine Ashton, chef de la diplomatie de l'Union européenne, après sa visite à Kiev le mercredi 5 février 2014.

officiels ukrainiens comme l'ont exigé à plusieurs reprises les leaders de l'opposition au grand désarroi de ces derniers¹². Bien sûr, l'opposition comme les sanctions sont entre des mains des occidentaux, des éléments de pression à cette étape du jeu politique. Les sanctions qui surviennent le 17 mars 2014, après le rattachement de la Crimée à la Russie annonce en effet la rupture consommée avec le clan déchu de Ianoukovitch et la riposte à l'égard de la volonté de défiance de la Russie. Dans une autre perspective, les querelles entre l'Union Européenne et les Etats-Unis¹³, principaux soutiens extérieurs de l'opposition, sur le contrôle du processus de restructuration de la vie politique ukrainienne faisait davantage l'affaire du camp Ianoukovitch que de l'opposition.

Les revirements continus de Ianoukovitch

Dans un deuxième temps, les revirements continus de Ianoukovitch devant l'opposition vont continuer à imposer des contraintes sur cette dernière. Les décisions prises par Ianoukovitch dans la cadre d'une volonté réelle ou fictive de résoudre ce différend ne sont pas ou sont alors suivis de peu d'effets dans la cadre d'une politique de faux-semblants. Ces revirements incessants vont rendre l'opposition très méfiante. Après la signature de l'accord de paix entre le camp Ianoukovitch et les contestataires de la place Maidan Donald Tusk, premier ministre de Pologne affirmait qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que le camp de Ianoukovitch les mettent en pratique du fait de ces revirements incessants. Face à ces revirements l'adaptation de l'opposition a été la détermination.

Le caractère baroque de l'opposition

Dans un troisième temps, la contrainte interne qui pèse sur l'opposition ukrainienne est liée en effet à la définition de l'opposition entre l'un et le multiple.

¹² Déclaration du commissaire européen à l'élargissement Stefan Füle. Cathérine Ashton représentante de l'Union Européenne à la suite de cette déclaration a affirmée lors d'un entretien avec Viktor Ianoukovitch que voulait voir des mouvements s'accélérer.

¹³ La conversation, qui porte sur la crise politique en Ukraine, dure un peu plus de quatre minutes, entre l'ambassadeur américain en Ukraine et Victoria Nuland, secrétaire adjointe du département d'Etat en charge de l'Europe et de l'Eurasie. Cette dernière n'hésite pas à dire : « *Que l'Union européenne aille se faire foutre !* » Selon l'agence *Reuters*, citant une source diplomatique, l'enregistrement a été mis en ligne par Dmitri Loskoutov, un collaborateur du vice-premier ministre russe, Dmitri Rogozine, avec transcription de l'échange en russe, alors que Mme Nuland arrivait à Kiev.

La catégorie de l'un traduit la réalité uniforme de l'opposition qui se structure autour de la contestation contre le pouvoir en place (Sindjoun, 2004 : 8-9). Dans le cas Ukrainien, il s'agit de la contestation du pouvoir de Viktor Ianoukovitch. La catégorie du multiple traduit le caractère pluriel de l'opposition. Si la contestation du pouvoir de Ianoukovitch faisait pratiquement l'unanimité y compris dans les zones russophones, le caractère divers de cette opposition s'est érigée en contrainte. L'opposition contestataire de la place Maidan est une opposition plurielle dans sa composition (partis politiques d'opposition, aux confessions religieuses, groupes paramilitaires, organisations de la société civile et aux individus¹⁴), ses méthodes, ses représentations et aspirations. Dans cette situation, la symbiose ne sera tout à fait pas parfaite. Après la signature de l'accord de sortie de crise du 21 février 2014, les leaders de l'opposition se font hués par les manifestants sur la place Maidan sous le prétexte d'avoir fait des concessions à Ianoukovitch. La trêve dans l'exercice de la violence, annoncée le 20 février 2014, par Ianoukovitch pour assurer la négociation desdits accords a été rompue par des opposants de la place Maidan qui tiraient à l'arme sur les forces de police. De même la prise de pouvoir par l'opposition le 22 février 2014, ne va pas entraîner un démantèlement des barrages et l'occupation de la place Maidan par plusieurs au motif de surveiller les nouvelles autorités. Le caractère baroque de l'opposition se révélera aussi à travers ses diverses trajectoires politiques ambiguës vis-à-vis de la Russie et de la morale. Le parti nationaliste Svoboda¹⁵, l'une des trois tendances de l'opposition partisane contre Ianoukovitch, est néonazi¹⁶. Sur la place Maidan, l'observation permet de constater l'existence d'une opposition armée et d'une opposition non armée. Bien plus, certains leaders de l'opposition à l'instar de Ioulia Timochenko¹⁷, ont dirigé le pays après la révolution Orange sans grand succès. Comme elle, Plusieurs parmi-eux s'étaient rendus coupables de corruption et de faits compromettant avec Moscou. Avec le départ de Ianoukovitch, deux de ses proches, Olexandre Tourtchinov et Arsen Avakov, ont pourtant été nommés comme le président du parlement pour le premier et ministre de l'intérieur pour le second. Ces faits associés à plusieurs autres ont permis au gouvernement russe de décrédibiliser aisément l'opposition entière aux yeux de plusieurs en Crimée, en Ukraine, en Russie comme ailleurs.

¹⁴ Il n'est pas possible de sous-estimer l'action de cette catégorie d'acteurs. A titre d'exemple, le boycott des jeux olympiques par certains athlètes ukrainiens et étrangers ont contribué à faire pression sur Ianoukovitch et même sur la Russie.

¹⁵ Il est dirigé par Oleg Tiagnibok.

¹⁶ Les russes s'étaient jurés d'intervenir si les néozanis prenaient le pouvoir à Kiev.

¹⁷ Elle a été premier ministre d'Ukraine pour la première fois du 24 janvier 2005 au 05 septembre de la même année ; pour la seconde fois du 18 décembre 2007 au 03 mars 2010. En 2011, elle est condamnée à sept ans de prisons pour abus de pouvoir dans le cadre de certains contrats gaziers avec la Russie.

L'intermittence du soutien occidental, les revirements continus de Ianoukovitch et le caractère baroque de l'opposition sont quelques-unes des contraintes qui pèsent sur cette dernière.

I-1-2- Sur le pouvoir

La structure des conjonctures de la vie politique ukrainienne n'imposent pas que des contraintes sur l'opposition qu'on pourrait à tort considérer comme étant en situation de faiblesses. Le pouvoir de Ianoukovitch a également subi des contraintes pertinentes de plusieurs ordres.

La crise économique et l'option de sortie

L'un des éléments essentiels qui travaillent la structure des conjonctures dans la vie politique ukrainienne est la crise économique¹⁸ sévère qui frappe le pays malgré son fort potentiel industriel et agricole. Cette crise se traduit par une dette intérieure et extérieure colossale, une incapacité à assurer le service de la dette, l'augmentation du taux de chômage, l'accélération des logiques de corruption à l'intérieur du pays, par une forte dépendance vis-à-vis des financements extérieurs et par l'émergence du sentiment d'urgence de sortie de crise. C'est le choix du modèle politique de sortie de la crise économique qui va engendrer des rapports de force politique. Devant les conditionnalités occidentales imposant des réformes drastiques et impopulaires pour un pays en difficulté, Viktor Ianoukovitch a préféré le plan de sauvetage russe bien plus bénéfique à court terme, ce d'autant plus que l'élection présidentielle de 2015 ajouté à la situation économique drastique amplifiait l'intensité des contraintes sur le pouvoir de Ianoukovitch.

Le poids de la contestation sur l'exercice du pouvoir

Les manifestations de l'opposition sur la place Maidan constituaient une contrainte non négligeable sur sa capacité à gouverner effectivement. Cette désobéissance civile a contribué à détériorer la situation politique et économique de l'Ukraine faisant en encore monter la pression sur les autorités¹⁹. Sur le plan

¹⁸ Pour obtenir une idée sur les données de cette crise, il est déjà intéressant de commencer avec fr.wikipedia.org/wiki/Économie_de_l'Ukraine.

¹⁹ Du fait de la crise politique en Ukraine, l'agence de notation Standard & Poor's a abaissé la note de l'Ukraine, passant de B- à CCC+. Dès lors, l'Ukraine est considérée comme une nation dont la société civile est en détresse et les institutions politiques affaiblies selon l'Agence France Presse.

politique l'opposition manifestante a fait preuve d'une détermination aussi bien dans la mobilisation des manifestants que dans leur volonté de voir le président Ianoukovitch quitter le pouvoir, l'Ukraine revenir à la constitution de 2004 malgré les interventions armées et menaces d'intervention armées ; ce qui dans un cas comme dans l'autre faisait l'affaire de l'opposition. Bien plus, la prise en otage par l'opposition de la maire de Kiev et de bien d'autres bâtiments publics du centre de Kiev ont contribué à compliquer les marges de manœuvres de Ianoukovitch.

La rupture de l'économie politique de la loyauté

Le second contingent de contraintes sur le pouvoir de Ianoukovitch viendra de l'économie politique des défections dans son propre camp, ce qui a concouru en effet à accélérer la chute du régime de Ianoukovitch. Le 28 janvier 2014, le premier ministre Mykola Azarov a démissionné. Si cette dernière démission peut se comprendre davantage comme une ruse de Ianoukovitch afin de contenter les opposants à la manière d'un lézard qui donne sa queue pour sauver son corps, les démissions qui suivront n'auront plus rien de théâtral. En date du 04 février 2014, la majorité parlementaire dominée par le parti Régions de Ianoukovitch décide de s'aligner sur les positions²⁰ de l'opposition, mettant ainsi en minorité le camp présidentiel. Le 20 février 2014, la police de Lviv²¹ se déclare être en faveur des manifestants ; ce même jour, Volodymyr Makeïenko, maire de Kiev, annonçait sa démission et son départ du Parti des régions au pouvoir. Le 21 février 2014, la démission de l'administrateur de la ville de Kiev va accélérer la désagrégation du pouvoir de Ianoukovitch. La série des défections dans l'économie politique de la loyauté à Ianoukovitch va s'amplifier avec l'alignement de la police sur les positions de l'opposition. Toutefois, c'est le 21 février 2014 que l'essentiel des défections vont se concentrer. Après les interventions de la police ukrainienne de Kiev contre les manifestants de la place Maidan, celle-ci a annoncé dans un communiqué que « *la police est au service du peuple et partage entièrement ses aspirations aux changements rapides et a tenu à rendre hommage aux morts* »²² de la répression. Bien plus, les Berkut, force anti-émeute de la police, ont déclaré au parlement qu'ils mettaient fin aux représailles. L'armée s'est associés à cet élan de solidarité en

²⁰ L'opposition avait alors pour la première fois, le 02 février, proposé à la foule sur la place Maidan, l'arrêt des violences, l'organisation d'une élection présidentielle anticipée et enfin une révision constitutionnelle.

²¹ A l'ouest de l'Ukraine. Les policiers, armés pour certains, de cette ville vont rejoindre les manifestants le jour suivant sur la place Maidan. Cette situation va contribuer à radicaliser le combat avec la police de Kiev, mais aussi à susciter la défection de cette dernière. Le palais de justice ainsi qu'une unité de l'armée ont également été pris d'assaut par les manifestants.

²² Déclarations faites le samedi 22 février 2014 sur le site internet du ministère de l'intérieur.

indiquant qu'elle refusait de prendre part au conflit et a par ailleurs présenté ses excuses au *peuple ukrainien*²³. Le chef adjoint d'Etat-major de l'armée, le général Iouri Doumanski, a par ailleurs démissionné ce même 21 février 2014 en déplorant le bain de sang²⁴. Bien plus l'armée et la police ont abandonné la sécurité des bâtiments publics, y compris de la présidence de la République, qui a été pris d'assaut par les opposants²⁵. Le 22 février 2014, au lendemain de la signature de l'accord de sortie de crise entre l'opposition et pouvoir de Ianoukovitch, le président du Parlement et proche de Viktor Ianoukovitch, Volodymyr Rybak, a lui aussi démissionné. C'est l'un des proches collaborateurs de Ioulia Timochenko, Olexandre Tourtchinov, qui a été élu à sa place. Près de quarante députés du parti majoritaire, le Parti des Régions de Ianoukovitch, ont aussi claqué la porte de leur formation politique. Rinat Akhmetov, le principal soutien financier du parti de Ianoukovitch, a condamné les violences meurtrières, les qualifiant « des erreurs politiques » a par ailleurs appelé Ianoukovitch à « revenir à la table des négociations ». Bien plus, après la fuite de Ianoukovitch, le Parti des Régions dont il était le chef l'a radié de ses effectifs. Ce même jour, il est destitué par le parlement acquis à l'opposition. Ces défections dans l'économie politique de la loyauté de la part des forces armées et police, des députés, etc. ont sonné le glas du régime de Ianoukovitch même si ces responsables démissionnaires étaient par leur démission et allégeance aux forces de l'opposition recyclaient leur longévité politique au sein du nouvel ordre politique de l'Ukraine.

La crise économique et l'option de sortie, le poids de la contestation sur l'exercice du pouvoir et la rupture de l'économie politique de la loyauté constituent l'essentiel des contraintes sur le pouvoir.

²³ Déclaration du chef des Berkuts au parlement le 21 février 2014.

²⁴ "Les forces armées d'Ukraine sont en train d'être aspirées dans un conflit civil. Cela pourrait provoquer un grand nombre de morts parmi les civils et les hommes du rang", a-t-il déclaré à la télévision Kanal 5. "J'ai décidé de remettre ma démission pour éviter une escalade et des effusions de sang". Un peu plutôt, le Secrétaire Général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen avait invité l'armée ukrainienne à rester en dehors de cette crise.

²⁵ Son domicile est devenu un lieu d'attraction touristique pendant plusieurs jours. Du point de vue symbolique, il fallait montrer que le temps Ianoukovitch était bel et bien révolu d'une part et d'autre part que Ianoukovitch de part le luxe insolent de son domicile vivait véritablement loin des préoccupations quotidiennes du peuple ukrainien et que les accusations de corruption, de détournement des fonds publics contre lui ne souffraient probablement d'aucun doute.

I-2- Les contraintes extérieures

I-2-1- Des occidentaux

Etats-Unis et Union Européenne : une discorde de forme et non de fond

L'Union Européenne et les Etats-Unis constituent les leviers essentiels de l'insertion ukrainienne dans le giron occidental. La catégorie du soutien va rendre compte des rapports entre ces deux entités politiques et l'opposition pro-occidentale au détriment des pro-russes au-delà des différences de formes.

Les enjeux liés à la forme cachent une volonté concurrentielle de puissance et de contrôle entre Européens et Américains, sur l'Ukraine à travers la conduite de la restructuration de sa scène politique. C'est, en effet, un combat pour le premier rôle sur la scène géopolitique entre co-équipiers. Pendant que l'Union Européenne agit déjà de manière directe sur la scène sous prétexte que les revendications concernent des pro-européens à titre principal²⁶, les Etats-Unis envisagent la récupération politique de ce mouvement par le remplacement de la médiation européenne par la médiation onusienne, donnant ainsi une place importante à Robert Serry, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations-Unies pour l'Ukraine. Dans une autre perspective, à cheval entre la forme et le fond, les Etats-Unis ont estimé que l'association de l'Ukraine avec la Russie n'excluait pas un rapprochement avec l'Union Européenne²⁷. Cette position a divisé par ailleurs les Européens même si elle servait davantage les intérêts occidentaux plutôt que Russes. Du point de vue du fond, Américains et Européens sont d'accord sur le fait que les luttes liées à la volonté de restructuration du modèle d'organisation général du commandement dans la cité politique ukrainienne constituent une opportunité de conversion idéologique de l'Ukraine aux valeurs occidentales sous le signe de l'urgence²⁸.

Alors que l'Ukraine essayait de définir un modèle d'organisation politique devant lui permettre de sortir de l'enlisement économique, l'Union Européenne va lui proposer un accord d'association assortie d'un certain nombre de conditionnalités

²⁶ Cette compétition est également une course pour l'accès à de nouveaux marchés.

²⁷ Par ailleurs, Michel Barnier a été interrogé par Radio France Internationale sur l'accord que l'Union Européenne peine à signer avec l'Ukraine, en raison des pressions de la Russie. Le commissaire européen en charge du marché intérieur rejette l'idée que l'on demande à Kiev de choisir entre l'Union Européenne et la Russie. La démarche européenne ne peut que profiter à l'Ukraine.

²⁸ La révolution Orange en 2004 avait laissé les bases d'une occidentalisation de l'Ukraine. Cependant, elle n'a pas porté les fruits attendus.

politiques²⁹ et économiques visant à inscrire de manière durable ce pays au sein des idéaux et valeurs libérales. Ces plans de sauvetage qui ont eu des résultats économiques mitigés en Pologne et en Roumanie ont contribué par contre à les occidentaliser de manière accrue, les séparant ainsi et davantage de l'influence russe par la colonisation des cœurs et des esprits. Devant l'urgence de l'immédiateté de la sortie de crise, le président Viktor Ianoukovitch³⁰ va préférer le plan russe qui prévoyait, entre autres, un prêt de 15 milliards de dollars et une baisse du prix du gaz. Cette situation a mis en colère des pro-européens ukrainiens qui, pour se faire entendre, ont choisi la voie de la rue. Devant la détermination de pro-européens à se faire entendre en dehors des cadres institutionnels et politiques ukrainiens, Cathérine Asthon, la chef de la diplomatie européenne a invité le président Viktor Ianoukovitch à trouver une sortie politique à la crise lors de sa visite à Kiev le 05 février 2014, alors qu'en effet cette déclaration aurait aussi pu bien s'adresser au extrémistes pro-européens.

La catégorie du soutien américain et européen à la contestation pro-européenne va également se traduire dans les faits par la réception des leaders de l'opposition ukrainienne par les plus hauts responsables européens et américains à l'étranger. Lors de la cinquantième conférence sur la sécurité tenue à Munich le 03 février 2014, John Kerry le Secrétaire d'Etat Américain a reçu les leaders de l'opposition Ukrainienne invités pour leur réaffirmer le soutien des Etats-Unis d'Amérique. A Berlin, le 17 février 2014, Vitali Klitschko³¹ et Arseni Iatseniouk³², têtes de proue de la contestation, vont rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel. Ils vont alors exiger des sanctions contre le gouvernement de Viktor Ianoukovitch. L'instrumentalisation de l'idéologie du non-respect des droits de l'homme par le camp de Viktor Ianoukovitch est pour Vitali Klitschko³³ un moyen de pression supplémentaire. Angela Merkel a, pour sa part, estimé que le gouvernement de Victor Ianoukovitch devait former un nouveau gouvernement et avancer dans la voie d'une réforme constitutionnelle, ce qui constituait à ses yeux

²⁹ Pour Victoria Nuland, secrétaire d'Etat adjointe américaine, chargée des affaires européennes et eurasiennes, « *personne n'offrira de soutien économique à une Ukraine n'ayant pas fait de réformes* ». C'est dire en effet que l'aide financière à l'Ukraine est assujettie à une occidentalisation des structures et logiciel de gouvernance étatique.

³⁰ Il est intéressant de constater qu'après l'échec de la révolution orange, celui-ci revient aux affaires sous la bannière pro-européenne. Ce revirement a très certainement permis de constater que Victor Ianoukovitch n'a jamais vraiment rompu ses liens privilégiés avec la Russie.

³¹ Un ancien boxeur reconverti en politique.

³² Un ancien ministre de l'économie du temps de Viktor Ianoukovitch

³³ « *C'est également un moyen de pression contre les responsables ukrainiens qui n'ont pas respecté les droits de l'homme, estime Vitali Klitschko. Nous avons évoqué cette option lors de notre discussion.* »

ainsi qu'à ceux de l'Union Européenne « *une issue positive de la crise* »³⁴. Or, dans les faits, la démarche d'Angela Merkel cachait à peine un coup d'Etat en érigeant implicitement la rue et la prise blocage de certaines institutions républicaines par les manifestants comme une manière normale de faire la politique.

La catégorie du soutien apparaît également dans les discours lénifiants à l'égard des pro-européens ukrainiens et diabolisant à l'égard des pro-russes. En effet, le lundi, 17 février 2014, la chambre des représentants américains a voté une résolution de « *soutien aux aspirations démocratiques et européennes du peuple ukrainien* ». Cette déclaration falsifiait la réalité, en laissant sous-entendre, d'une part, que les aspirations démocratiques ne dépendent que de son rattachement à l'Europe et, d'autre part, que la volonté d'association avec l'Union Européenne était l'aspiration de tous les Ukrainiens³⁵. Tout comme la rhétorique de la démocratie, celle des droits de l'homme a été également mobilisée par l'opposition de la place Maidan contre les pro-russes et le gouvernement Russe auprès de leur soutien occidentaux. Lors de sa déclaration sur la possibilité d'une double association de l'Ukraine avec l'Europe et la Russie, le 17 février 2014, Victoria Nuland, secrétaire adjointe aux affaires européennes et eurasiennes, présentait l'Europe comme *moderne*³⁶, ce qui laissait supposer que ce n'était pas le cas de la Russie. Dans cette lancée, le soir de sa libération de prison l'opposante et ex-Premier ministre, Ioulia Tymochenko lors de sa première déclaration publique sur la place Maidan, a déclaré que la « *dictature est tombée* ». Cette lutte symbolique participait d'une volonté de désignation, d'attribution autoritaire du sens des événements, au détriment du camp Ianoukovitch.

La catégorie du soutien occidental aux pro-européens ukrainiens va également s'exprimer de manière très offensive par la visite des ministres français, allemands et polonais des affaires étrangères à Kiev après la répression militaire des manifestations dans la nuit du 20 au 21 février 2014. Une fois de plus, l'Union Européenne au cours de la réunion conjointe des ministres responsables des affaires étrangères tenue le 21 février 2014, va étudier un certain nombre de sanctions personnelles contre les auteurs de la répression policière sur les manifestants de la place Maidan. Ces sanctions³⁷ ne visaient que les membres du gouvernement de Viktor Ianoukovitch alors qu'en effet, les manifestants s'étaient eux-aussi rendus coupables de violations de droit de l'Homme au point d'avoir causé la mort d'une dizaine de policiers. L'Union Européenne va également brandir la menace de

³⁴ Déclaration de presse d'Angela Merkel du lundi 17 février 2014.

³⁵ Il pourrait s'agir d'un groupe minoritaire mais fortement présent sur la scène médiatique.

³⁶ Sur les antennes de Radio France Internationale.

³⁷ Ces sanctions portaient en effet sur l'interdiction de visas et sur le gel des avoirs de certains responsables ukrainiens proche de Viktor Ianoukovitch.

sanctions contre le gouvernement de Viktor Ianoukovitch à la suite de l'accord dit de sortie de crise par celle-ci, accord signé le 21 février 2014 entre le pouvoir et l'opposition contestataire. Cet accord prévoyait, entre autres, la tenue d'une élection présidentielle anticipée, la formation d'un gouvernement d'union nationale et le retour à la constitution de 2004. Sous l'apparence de rechercher une sortie de crise, il s'agissait plutôt d'un coup d'Etat au profit de l'opposition contestataire pro-européenne. La philosophie des sanctions devait en effet assurer l'implémentation de ce coup d'Etat sous apparence de politique de sortie de crise. Dans cette perspective dans laquelle les mots ne désignent pas forcément les choses, l'Union européenne était à la fois juge et partie. Bien plus, sa politique de sanctions n'avait pas vraiment pour objet la poursuite des atteintes aux droits de l'homme mais ceux-ci étaient au contraire instrumentalisés pour servir sa projection hégémonique en Ukraine et ailleurs. Ce raisonnement tient la route dès lors que ces sanctions n'ont aucunement visé les manifestants qui ont causé la mort de plusieurs policiers, tout en emprisonnant plusieurs parmi-eux sans que les auteurs ne se sentent menacés. Bien plus, après le départ de Victor Ianoukovitch, l'opposition ukrainienne qui s'est installée au pouvoir a balayé les accords de sortie de crise du revers de la main sans menace aucune de l'Union européenne ou des Etats-Unis. Elle a failli interdire le russe comme langue officielle en Ukraine. Ce n'est que sous l'influence de la menace séparatiste russe en Crimée d'une part et le refus de la légitimité de ces nouveaux maîtres par Moscou que les opposants parvenus au pouvoir ont fait marche arrière sur l'interdiction de la langue russe en Ukraine et sur le principe d'une élection présidentielle anticipée pour le 25 mai suivant. D'ailleurs, l'interdiction du russe par le parlement ukrainien post-Ianoukovitch n'a fait l'objet d'aucune sanction ou de menace de sanctions de la part de l'Union Européenne, des Etats-Unis ou même encore de la part de leur relais régionaux à savoir la Pologne et la Roumanie. La seule menace séparatiste de la Crimée en majorité russophone et pro-russe a empêché le président Arseni Iatseniouk³⁸ de signer cette loi voté par l'assemblée nationale post-Ianoukovitch dans la configuration constitutionnelle de 2004³⁹. C'est donc sans aucune exagération que la Russie a taxé ces sanctions et ces menaces de sanctions de tentatives d'intimidation de la part de l'Union Européenne⁴⁰. Dans une autre perspective, le choix des sanctions ciblées contre les responsables Ukrainiens sous la forme d'interdiction de visas et de gel des avoirs au détriment des sanctions

³⁸ Cette interdiction du Russe comme langue officielle en Ukraine a été mal vécue à l'est de l'Ukraine majoritairement russophone.

³⁹ La constitution ukrainienne de 2004, fruit de la révolution Orange, accordait plus de pouvoir au parlement et au gouvernement par rapport au président de la République.

⁴⁰ Déclaration de Sergeï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères en visite à d Bagdad, le 20 février 2014.

économiques est également un positionnement en faveur des manifestants de la place Maidan. En effet, le jeudi 21 février 2014, lors d'une conférence de presse des ministres européens des affaires étrangères tenue à Bruxelles il en ressortait que les sanctions économiques devaient avoir un impact négatif sur la situation économique déjà difficile de l'Ukraine. Or, la véritable motivation tient, en effet, au pari que l'Ukraine basculerait dans le giron européen et que des sanctions de ce type pourraient être impopulaires à son encontre en désenchantant les pro-européens. Bien plus, une telle perspective rendrait plus difficile le relèvement d'une Ukraine acquise à l'Europe, lequel relèvement solliciterait alors un effort financier de sa part à un moment où sa vie économique est morose. Par contre avec le soutien russe au séparatisme en Crimée, l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique ont évoqué la possibilité de mettre en œuvre des sanctions économiques contre celui-ci. Le président russe lors d'une conférence de presse tenue le 04 mars 2014 dans une banlieue de Moscou a alors mis en garde l'occident contre les probables répercussions négatives de telles mesures sur une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

L'offensive des relais régionaux de l'occident

Il s'agit plus particulièrement de la Roumanie et de la Pologne. Après avoir basculé dans le giron occidental respectivement le 19 septembre 1989⁴¹ et le 25 avril 2005⁴² à la faveur de la montée en puissance des forces politiques pro-européennes, ces pays se sont montrés clairement en faveur des manifestants pro-européens. Ce soutien a forcément contribué à encourager les manifestants ukrainiens de la place Maidan en rendant davantage possible et accessible leur rêve d'occidentalisation car, en effet, s'ils étaient parvenus à opérer ces transformations avec des résultats observables alors c'était aussi possible pour l'Ukraine. C'est d'ailleurs là, l'un des sens de la présence du ministre polonais des affaires étrangères, Radoslav Sikorski, dans la délégation, qui avait été mandatée par l'Union Européenne, pour rencontrer le président Viktor Ianoukovitch au lendemain de la répression par la police Ukrainienne des manifestants de la place Maidan afin de réclamer la fin des répressions et le respect de l'accord du 21 février 2014. Après la

⁴¹ Date de la signature d'un accord d'association économique et commercial avec l'Union Européenne. Elle devient membre de l'Union Européenne le 01 mai 2004.

⁴² Date de signature du traité d'association à l'Union Européenne. La Roumanie en devient membre le 01 janvier 2007.

signature de cet accord alors même que la pression retombait en Europe⁴³, le premier ministre polonais, Donald Tusk, s'est montré pour sa part méfiant concourant ainsi à mettre en échec une quelconque volonté du gouvernement ukrainien de Viktor Ianoukovitch à recourir à la politique des faux-semblants. Celui-ci a fait savoir qu'il ne fallait forcément pas s'attendre à ce que le président Ianoukovitch mette en œuvre ces accords partageant ainsi l'inquiétude des manifestants de la place Maidan. Bien plus, alors que Ianoukovitch depuis la ville de Kharkiv qualifiait sa destitution par l'assemblée nationale acquise à l'opposition de coup d'Etat tout en se présentant comme le seul président légitime d'Ukraine, en réponse le ministre des affaires étrangères polonais déclarait dans son compte twitter qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat puisque « *Les bâtiments gouvernementaux ont été abandonnés.* » et que le « *Le président Ianoukovitch a 24 heures pour signer l'entrée en vigueur de la Constitution de 2004* ». Ces propos traduisent en réalité une prise de position évidente en faveur des pro-européens. Comme la Pologne, la Roumanie s'est montrée solidaire des manifestants de la place Maidan. Mercredi, le 19 février 2014, le président Traian Basescu affirmait, que son pays appuierait une éventuelle décision de sanctions de l'Union Européenne contre l'Ukraine et contre ceux responsables du recours excessif à la force épargnant par-là, les tueries et violences dont les manifestants pro-européens s'étaient rendus coupables. L'Union Européenne a d'ailleurs confirmé cette position roumaine lors d'une conférence de presse des ministres des affaires étrangères à Bruxelles jeudi, le 20 février 2014.

Ce soutien multiple de l'occident et de leurs partenaires régionaux aux pro-occidentaux ukrainiens a permis la reconnaissance de ceux-ci comme acteurs politiques et interlocuteurs incontournables du gouvernement en place, la promotion internationale de ces derniers ainsi que l'internationalisation accrue du conflit, ce qui permet en réalité de fragiliser le gouvernement de Viktor Ianoukovitch et son allié, la Russie, sur fond de nouvelle guerre froide.

I-2-2- Des russes

L'implication de la Russie dans le champ conflictuel ukrainien va ériger la catégorie du soutien au profit des pro-russes et au détriment des pro-européens. Comme l'Occident, la volonté de contrôle de l'Ukraine passe pour les Russes par l'avènement à la tête de l'Etat Ukrainien d'Hommes favorables à leurs intérêts spécifiques géopolitiques.

⁴³ Commentant l'accord signé entre les parties ukrainiennes en conflit, Laurent Fabius, le ministre français des affaires étrangères, affirmait que c'est le « *mieux qu'on pouvait espérer* ».

Le projet eurasien

L'Ukraine a été le cœur du développement agricole et industriel de l'ex-URSS. Son potentiel industriel et stratégique est au centre du projet géopolitique eurasien qui, pour la Russie, constituerait un concurrent de l'Union Européenne. L'essentiel des échanges avec l'Ukraine se déroule avec la Russie. La volonté européenne d'associer l'Ukraine en son sein tient également à des projets géopolitiques liés notamment à son marché et à son potentiel industriel et agricole⁴⁴, ce qui risque de grignoter des parts importantes de marchés à la Russie. Cette opposition d'objectifs s'est matérialisée par des projets géopolitiques concurrentiels avec un avantage pour le projet russe dans l'immédiat. Le basculement de la Pologne et de la Roumanie dans le giron occidental a entraîné une diminution de la valeur stratégique du projet eurasien russe.

Le retournement de la classe politique ukrainienne par Moscou

L'association de l'Ukraine à l'Union Européenne est de plus en plus un déterminant fort de la vie politique ukrainienne, comme le montre les élections présidentielles de 2004. La victoire de Ianoukovitch est alors contestée par les manifestants qui descendent sur la place Maidan. Ce dernier, malgré l'appui du président Russe, perdra face au pro-européen Viktor Iouchtchenko. Avec le retard de l'avènement des promesses de la révolution Orange, Viktor Ianoukovitch sera élu en 2010 sous la bannière pro-européenne. Son revirement ne pouvait que susciter la révolte des forces sociales et politiques pro-européennes. Cette conversion réelle ou fictive témoigne du poids de la tendance pro-européenne dans la vie politique ukrainienne. Alors que l'Ukraine de Ianoukovitch négociait un plan d'association avec l'Union Européenne, la Russie par le biais de Sergei Glaziev, conseiller économique du Kremlin, recherchait un accord d'association dans le cadre de la construction d'un espace géopolitique eurasien encouragé en cela par l'offre d'un prêt de plusieurs dizaines de milliards de dollars. En date du 20 novembre 2014, l'ex-premier ministre de Ianoukovitch, Mykola Azarou a rencontré à Saint-Peterbourg le premier ministre russe Dmitri Medvedev. Après quoi le président ukrainien s'est déplacé pour rencontrer son homologue russe afin d'arrêter le plan russe de sauvetage de l'Ukraine. L'aide russe comme la proposition d'aide de l'Union Européenne visait à faire pression sur le gouvernement Ukrainien dans le

⁴⁴ L'Ukraine représente 46 millions d'habitants en 2012.

sens qui servirait le mieux les intérêts géopolitiques russes⁴⁵. Le choix du modèle russe a par ailleurs entraîné le versement d'une somme de deux milliards de dollars qui a en effet permis de rembourser les banques russes vis-à-vis desquels l'Ukraine était endettée. Les pressions de l'Union Européenne a permis d'observer une contre-pression russe au rang desquels se situe la visite de Ianoukovitch du 07 février 2014 à Vladimir Poutine dans la ville de Sotchi lors des derniers jeux olympiques d'hiver.

L'instrumentalisation de l'opposition entre Etats-Unis et Union Européenne

L'amplification et la transformation de l'opposition de forme entre les Etats-Unis et l'Union Européenne a été pour la Russie un moyen d'opposer ses deux concurrents et fragiliser leur projet géopolitique en Ukraine. Comme nous l'avons déjà expliqué, le fait qu'Américains et Européens se disputent le premier rôle dans le projet d'occidentalisation de l'Ukraine a entraîné des querelles entre les deux alliés. Le 06 février, les russes postaient sur internet une conversation téléphonique piratée par les services secrets russes, conversation de Victoria Nuland⁴⁶ avec l'ambassadeur américain à Kiev, déclarant que « *Que l'Union européenne aille se faire foutre !* ». Ce même jour, ils postaient également une conversation téléphonique piratée entre un entretien de madame Helga Schmid, envoyée spéciale de l'Union Européenne avec l'ambassadeur de l'Union Européenne à Kiev, dans laquelle celle-ci voyait d'un mauvais œil les critiques américaines contre l'Europe. La publication⁴⁷ par Dmitri Loskoutov, un des collaborateurs du vice-premier ministre russe, Dmitri Rogozine, de ces deux entretiens téléphoniques permettait à la Russie de fragiliser ses adversaires potentiels en les divisant et de montrer qu'elle maîtrise l'Ukraine mieux que toutes les autres puissances de part ses capacités d'espionnage et ses prouesses technologiques. L'opposition entre ces deux partenaires fragiliserait par conséquent les contestataires pro-européens en Ukraine d'après le calcul de la Russie.

La déni de légitimité de l'opposition à Ianoukovitch

Dans une autre perspective, la Russie a plusieurs fois accusé les Européens de soutenir l'opposition responsable de la crise à ses yeux. Cette posture,

⁴⁵ Le contrôle de l'Ukraine par la Russie permet à cette dernière de contrôler le transit du gaz russe vers l'Europe. Bien plus, l'Ukraine représente une puissance agricole et industrielle potentielle ainsi qu'une ressource stratégique de part sa position géographique pour la Russie. Elle représente vraisemblablement un enjeu important dans le projet géopolitique Eurasien de la Russie.

⁴⁶ Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes et eurasiennes.

⁴⁷ Information de l'agence *Reuters*, citant une source diplomatique.

négligée par l'Union Européenne, permettait pourtant à la Russie de choisir légitimement sa position, en l'assumant intégralement tout en montrant que l'Union Européenne n'est pas habilitée à servir de médiateur dans le cadre de ce différend. Bien plus, le fait de désigner l'opposition contestataire comme étant responsable de la crise n'est pas une situation enviable pour elle, étant donné l'influence russe entre les deux sur l'Ukraine. Bien plus, la Russie déploiera un répertoire d'épithètes dont l'objectif était la délégitimation et la disqualification de l'opposition ukrainienne comme interlocuteur politique pertinent en Ukraine. Le 22 février 2014, après la prise de pouvoir par l'opposition contestataire, la Russie va les accuser de prise de pouvoir par la force. Dimitri Medvedev les taxera de *bandits armés de kalachnikov*⁴⁸. Le 04 mars 2014, le président Russe a affirmé que Viktor Ianoukovitch était le président légitime de l'Ukraine. Au sein de l'opinion publique russe de Russie et de Crimée, les médias russes ont présenté les contestataires comme étant des *fachistes*, ce qui a suscité une méfiance pratiquement totale de russophone ukrainien contre les nouvelles autorités post-Ianoukovitch. Or, avant ces événements les Russes ont déclarés qu'ils allaient intervenir si les néonazis⁴⁹ arrivaient au pouvoir parlant de l'opposition contestataire ukrainienne. Même si la Russie a approuvé l'accord de sortie de crise entre l'opposition ukrainienne et le camp Ianoukovitch, elle ne l'a pourtant pas signé certainement pour ne pas entériner une reconnaissance implicite de ladite opposition.

Le projet géopolitique eurasien, le retournement des leaders politiques russes, l'amplification des différences de vue entre Européens et Américains ainsi que le déni de légitimité de l'opposition permet à la Russie de déclasser l'opposition de la place Maidan comme interlocuteur au pouvoir de Ianoukovitch, ce qui arrangeait le camp de celui-ci au détriment de celui-là.

II- L'expression de la dialectique du lion et du renard

La restructuration de la scène politique en Ukraine depuis le 21 novembre 2013 peut être comprise dans une perspective relationnelle articulant les logiques d'action stratégique-politiques des acteurs politiques à la structure des conjonctures (Keller, 1996 : 23). La catégorie du lion et du renard permet de rendre compte de ces logiques stratégico-tactiques qui travaillent le champ démocratique en

⁴⁸ Conférence de presse donnée le 24 février 2014.

⁴⁹ Effectivement les opposants pro-européens sur la place Maidan combattait avec les armes, on se souvient même que dans la foulée de la destitution de Ianoukovitch, le parlement acquis à l'opposition avait voté une loi interdisant la langue russe, faisant preuve d'un certain extrémisme; bien plus, certains parmi eux à l'exemple d'Oleg Tiagnibok, chef du parti nationaliste Svoboda, est un néonazi.

restructuration. Pour Machiavel, le lion symbolise la force et le renard, la ruse (Machiavel, 1980 :159). Pour Luc Sindjoun, la mobilisation de la catégorie du lion et du renard ne repose pas forcément sur les logiques psychologisantes. Au contraire les logiques de situation qui font peser des contraintes sur les acteurs politiques, doivent être appréhendées en termes d'interactions d'acteurs et de conjonctures.

II-1-La démocratisation comme cadre d'expression de la force

La mise en œuvre de la force dans la lutte pour la redéfinition du contrôle des institutions politiques en Ukraine sera aussi bien l'œuvre du gouvernement que de l'opposition.

II-1-1-L'impuissance de la puissance militaire gouvernementale

La détention de la puissance n'implique pas forcément sa mise en œuvre efficace. Dès lors qu'il relève d'une relation sociale, l'exercice de la puissance ne relève pas de l'évidence et est davantage fonction des conjonctures (Sindjoun, 2002 :220). Dans ce cas, l'aléatoire et le probable s'imposent comme des catégories pertinentes imposées par ces conjonctures dans l'exercice du pouvoir. L'impuissance de la puissance dans le cadre de ce travail renvoie à l'incapacité de mobiliser efficacement les ressources militaires à la solde du régime contre les manifestants au point où, par des moyens moins efficaces, ceux-ci sont arrivés à mettre de manière évidente les détenteurs de la contrainte légitime en échec.

Après avoir libéré la mairie de Kiev et obtenu la libération de leur camarade par le gouvernement de Ianoukovitch entre le 15 et le 17 février 2014, l'opposition va se déplacer et prendre contrôle de la place Maidan et du centre de la ville. Afin d'éviter les Kidnappings, les tortures, les violences policières et garder cette place sous son contrôle, l'opposition a mis sur pieds des comités d'auto-défense et érigé des barricades. Malgré les tentatives de reprises par la force de cette place, ces milices ont tenu leurs paris. Il est vrai que le rapport de force militaire entre le gouvernement de Ianoukovitch et les opposants était défavorable à ces derniers.

En date du 19 février 2014, les contestataires à Ianoukovitch réussissent à s'emparer du Commissariat de la ville de Lviv et à emporter plusieurs stocks d'armes qui ont été transportés à Kiev pour armer les manifestations. Lors de la répression policière des 20 et 21 février 2014, l'opposition manifestante et armée de la place Maidan a causé la mort de 10 policiers et fait de nombreux otages. La ville entière de Kiev a par ailleurs été plongée dans la terreur par des groupes d'agitateurs qui sillonnaient ses différentes artères. Les transports, les écoles et plusieurs autres administrations ont été fermés plongeant la ville dans un quasi-état d'urgence.

L'opérationnalité de la puissance de feu sur le niveau de professionnalisation de l'exercice de la violence montre bien que l'opposition a causé plus de morts que le pouvoir de Ianoukovitch. Dans ce contexte où les armes sont devenues un moyen de faire la politique, l'intransigeance de Ianoukovitch n'a fait qu'accélérer la détermination de l'opposition manifestantes et transformer la place Maidan en véritable champ de bataille. Dès lors, le cycle de la violence n'a fait que s'alimenter, convertissant la place Maidan en lieu d'expression de la violence sauvage dont les bains de sang, les tentes brûlées, des éclats de verre constituaient quelques-unes des expressions. Le choix de la logique armée par le camp Ianoukovitch tenait à l'échec des négociations politiques, mais également par le poids que faisait peser l'inscription temporelle de cette révolte sur les institutions politiques ukrainiennes comme sur la santé politique de Ianoukovitch. Il y a lieu de constater que l'intransigeance de l'opposition lors des négociations politiques a en effet contribué à alimenter le cycle de la violence qui, somme toute, a été défavorable au régime de Ianoukovitch. L'intransigeance des opposants et le fait qu'elle ait associé la lutte armée à ses répertoires d'action politique a par ailleurs poussé la Russie à les taxer d'« extrémistes » ukrainiens qui, avec le soutien d'Occidentaux, cherchent à mener « une tentative de coup d'Etat »⁵⁰. Cette position de Moscou n'est pas exagérée au regard des positions de l'opposition. En guise d'exemples, au soir du vendredi 21 février sur la place Maidan, le chef du parti politique d'opposition Udar, Vitali Klitschko, a demandé au président Ianoukovitch de quitter le pouvoir le jour suivant avant 10h et que, dans le cas contraire, l'opposition passerait alors à la lutte armée pour l'y déloger. Bien plus cette menace, il était plus probable que les chefs de la police et de l'armée avaient pratiquement fait allégeance à l'opposition à ce moment-là. Après la trêve conclue entre le camp de Ianoukovitch et les opposants, la police ukrainienne avait affirmé en effet que les tirs à l'arme de la part des opposants sur ses éléments se poursuivaient alors qu'en ce moment-là les condamnations de la violence de la part des différents membres de la communauté internationale visaient presque essentiellement le camp Ianoukovitch, ce qui contribuait à relativiser la capacité de ce dernier à libérer véritablement sa puissance dont l'insolence militaire s'est traduit également par des tirs sur le cortège de Ianoukovitch alors que celui-ci quittait la ville de Kiev dans la nuit du 21 au 22 février 2014.

II-1-2- La défaite militaire de l'opposition insurrectionnelle

Le bienfondé de la répression par les forces de police des manifestants de la place Maidan a été mitigé du fait de l'indignation qu'elle a suscité auprès de la

⁵⁰ Déclaration du ministre russe des affaires étrangères le 19 février 2014.

classe politique ukrainienne et même à l'international, concourant ainsi à mettre en relief l'impuissance de la puissance. Il reste que, de manière générale l'opposition a subi une domination générale. Cette défaite s'observera notamment avec le délogement de l'opposition de la mairie de Kiev qu'elle avait pris d'assaut depuis plusieurs semaines et l'emprisonnement de plusieurs opposants à la suite de ce délogement après l'échec des négociations en vue d'obtenir la libération pacifique de ce bâtiment public du fait de la radicalisation de l'opposition. Dès le 09 février 2014, la police de Kiev va lancer une répression pour la libération de ce bâtiment officiel. Ces répressions vont aboutir à plusieurs prises d'otages chez les opposants. Face à la détermination de la police, les manifestants ont été réduits à accepter de quitter la place contre la libération de leurs camarades arrêtés. Ce transfert a été opéré avec l'assistance du représentant de l'OSDE (Organisation pour la Sauvegarde des Droits des Enfants)⁵¹, marquant la défaite de l'opposition. Avec cette défaite, l'opposition contestataire perd pour un temps son emprise sur la situation, ce qui a permis en effet au pouvoir de Ianoukovitch d'édicter de manière unilatérale les lois régulant lesdites libérations⁵². Selon cette loi, l'amnistie ne concernait pas tous les manifestants au même niveau, les programmes de libération sur étude au cas par cas allaient être élaborés et concerneraient une période qui ne couvrirait pas les trois mois de la contestation, sans jamais préciser les périodes exactes. L'opposant Vitali Klitschko du parti Udar déclarait lorsqu'il évacuait le bâtiment de la mairie, dimanche le 16 février 2014 : « *Notre initiative ici, ça répond à notre priorité numéro un : garantir la libération de nos camarades emprisonnés. La mairie, ça a été un des quartiers généraux, mais ce n'est pas la fin, juste le début* ». Même si le parti politique d'opposition ultra-nationaliste Svoboda dirigé par Oleg Tiagnibok s'est emparé à nouveau des lieux le lundi 17 février 2014, conditionnant son départ par le respect par Ianoukovitch de sa promesse de libération des otages, il n'en demeure pas moins que cette action s'inscrivait davantage dans la mise en œuvre de l'accord de libération que sur une contestation des fondements de cette libération. C'est cet échec de l'opposition qui a entraîné son redéploiement sur la place Maidan Nezalejnosti, place de l'indépendance sous le slogan des manifestations pacifique⁵³. Pourtant, quelques jours après, les manifestations vont se radicaliser sur cette place à l'appel de plusieurs leaders de l'opposition⁵⁴. Pour montrer de manière pratique et

⁵¹ Il s'agit de l'ambassadeur suisse à Kiev, Christian Schoenenberger.

⁵² 234 manifestants arrêtés au total.

⁵³ Certains manifestants ont estimé que le retour de l'opposition contestataire pourrait se faire même par la force.

⁵⁴ Ioulia Timochenko est entrée en grève de la faim du fond de sa cellule et a par ailleurs appelé la population à descendre dans la rue.

symbolique que le pouvoir avait repris le contrôle de la situation, les bulldozers détruisaient dès le samedi, 15 février 2014 jour de la signature de l'accord d'armistice, les barricades ménagées par l'opposition alors que les membres de celle-ci étaient encore sur les lieux. Face à la radicalisation de l'opposition, le régime de Ianoukovitch optera pour une solution militaire dès le mardi 18 février 2014, faisant plusieurs morts parmi les prisonniers. Avec le refus du chef d'Etat-major, Volodymyr Zamana, de réprimer les opposants par la force, Ianoukovitch fera preuve de sa détermination en le limogeant et en le faisant remplacer par Iouri Ilie le mercredi suivant. Il a par ailleurs accru les pouvoirs de l'armée dans le cadre de cette opération qu'il a qualifiée d'anti-terroriste. Face à cette brutalité, l'opposition de la place Maidan a été réduite à demander le départ inconditionnel de Ianoukovitch.

II-2- La ruse comme modalité essentielle de la dynamique des transitions démocratiques

II-2-1- L'offensive politique de l'opposition

La ruse constitue un élément fondamental de la percée politique de l'opposition dans la vie politique ukrainienne et s'exprime de manière plurielle.

La préservation des liens de solidarité

Dans un premier temps, avec l'acceptation de l'accord de l'offre d'amnistie contre la libération de leurs camarades arrêtés, l'opposition a pu manifester un élan de solidarité entre leurs différents camarades. Ce que le régime de Ianoukovitch a considéré comme étant une victoire sur l'opposition a été réinterprété par ces derniers pour construire un élan de solidarité entre leurs différents camarades et factions. C'est là, l'un des éléments qui a donné de la vitalité au second souffle des manifestations sur la place Maidan après l'essoufflement des manifestations à la mairie de Kiev. Les mobilisations des citoyens dans le cadre des appels à la grève lancée par l'opposition permettent de le confirmer. Avant la mise en œuvre de cet accord d'amnistie, le 13 février 2014, l'opposant Vitali Klitschko a appelé les Ukrainiens à ne pas travailler pendant au moins une heure. Cet appel n'a pas été suivi tout comme l'appel lancé par le collectif de l'opposition le 02 décembre 2013 pour obliger le président Ianoukovitch à la démission. Pourtant, après la solidarité affichée par l'opposition à l'égard de leurs camarades emprisonnés, les appels à la grève ont été largement suivis comme aux premiers jours de la

contestation⁵⁵ où les individus manifestaient davantage contre le régime de Ianoukovitch qu'à l'appel de l'opposition. Bien plus, lors des répressions policières des 20 et 21 février 2014, l'opposition a fait plusieurs otages parmi les policiers, ce qui a littéralement empêché Ianoukovitch à contraindre l'opposition de quitter la place Maidan contre la libération de leurs camarades arrêtés. L'échange de prisonniers allait désormais permettre à l'opposition de garder l'avantage de la conservation de la place Maidan.

Une opposition manifestante et intellectuelle

Dans un second temps, l'opposition a défié le clan Ianoukovitch sur le champ symbolique intellectuel. En laissant entendre qu'elle détenait les solutions à une sortie de crise politique et économique, l'opposition a donné l'impression de détenir le monopole de la compréhension des difficultés et des solutions ukrainiennes face à un gouvernement visiblement débordé par la situation. En date du 13 février 2014, Ioulia Timochenko a demandé à débattre en public avec le président Ianoukovitch, question pour elle de déployer de nouvelles propositions pour l'Ukraine. Pour ce faire, elle écrivait sur son site internet : « *Je m'adresse à Victor Ianoukovitch : s'il accepte des débats publics, je suis prête à discuter des mesures stratégiques et tactiques visant à faire sortir l'Ukraine de la crise* ». Cette proposition qu'elle vouait publique était un défi à Ianoukovitch et tendait à montrer, si celui-ci l'acceptait ou non (mais davantage s'il ne l'acceptait pas), au peuple que l'opposition disposait de solutions concrètes pour l'Ukraine en relation avec les aspirations authentiques des ukrainiens. Cette posture dans laquelle l'opposante joue son devenir politique contribuait à couler le président Ianoukovitch dans l'univers symbolique de la politique. Vitali Klitschko, le leader du parti politique d'opposition Udar, a poursuivi dans la même lancée en déclarant « *J'invite Victor Ianoukovitch à débattre, mais ici, sur le Maidan, pour que le peuple écoute ce qu'il a à dire !* ». Vitali Klitschko⁵⁶ a dès lors amplifié le sentiment d'urgence de l'avènement aux affaires de cette opposition-messianique. Bien plus, l'opposition montre qu'elle n'est pas seulement une opposition-combattante mais aussi une opposition-intellectuelle qui comprend mieux que le régime de Ianoukovitch les problèmes de l'Ukraine et sait par conséquent sur quels leviers agir pour sortir des crises.

⁵⁵ Après le choix par Ianoukovitch du plan Russe de sauvetage, plus de 350 000 personnes descendent dans la rue le 29 novembre 2013. Le jour suivant plus de 2000 personnes bloquent l'accès du siège du gouvernement.

⁵⁶ La proposition de Vitaly Klitschko semble toutefois moins sérieuse que celle de Ioulia Timochenko car en effet le premier a conditionné sa communication par la démission de Ianoukovitch alors que la seconde n'a posé aucune condition.

La diabolisation de Ianoukovitch

Dans un troisième temps, la défaite de l'opposition combattante sur la place Maidan et le bain de sang qui en a découlé ont été réinterprétés par elle en défaveur de Ianoukovitch. Dans les faits, l'opposition aurait dû être blâmée au même titre que le pouvoir de Ianoukovitch car, en effet, comme nous l'avons déjà expliqué, l'opérationnalité de la puissance de feu sur le niveau d'expérience de l'exercice des professionnels de la violence physique montre que l'opposition combattante a été bien plus meurtrière que le pouvoir de Ianoukovitch⁵⁷. Pourtant l'opposition a réussi à imposer une lecture binaire de la situation avec, d'un côté, la police ukrainienne comme bourreau et elle-même comme victime. L'auto-victimisation de l'opposition est donc une construction socio-politique dont on peut explorer quelques pistes constitutives. La construction de ce processus est passée par la dramatisation de la situation. Alors que la police annonçait 25 morts parmi les manifestants, les leaders de l'opposition annonçaient 80 morts. La surmédiation des crimes de la place Maidan par les puissants groupes médiatiques occidentaux a fini par renforcer l'adhésion de ces derniers, par la fibre sentimentale et économique, aux positions de l'opposition. Dès lors les groupes religieux⁵⁸, les associations de défense des droits de l'homme, les organisations internationales, les Etats, plusieurs leaders politiques internes et externes, etc. acquis à la politique de parlementarisation ont condamné vivement cette répression. Bien plus, les crimes commis lors de la répression policière, ont ouvert potentiellement la porte à un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale qui, somme toute, reste un instrument de la politique étrangère de l'occident. Viktor Ianoukovitch venait de donner une arme de plus à l'occident contre lui. Son avenir politique était alors grandement compromis. C'est d'ailleurs l'un des éléments qui a expliqué les multiples démissions observées dans le camp de Ianoukovitch. Cette situation a affaibli considérablement le pouvoir de Ianoukovitch l'obligeant, ce même jour, à procéder à des négociations de sortie de crise avec l'opposition.

⁵⁷ Le ministre suédois des affaires étrangères, Carl Bildt, a pourtant déclaré le mercredi 18 février 2014 que «*La responsabilité finale des morts et de la violence revient au président Ianoukovitch.*».

⁵⁸ Les répressions ont été aussi bien condamnées par l'Eglise orthodoxe que par l'Eglise catholique gréco-romaine. Les Ukrainiens, même russophones, sont orthodoxes pour la plupart.

La codification de son avantage politique

Dans un quatrième temps, l'analyse des accords de sortie de crise du 21 février 2014 permet de constater que le rapport de force politique était en faveur de l'opposition. L'explication susceptible de détailler ce constat tient au fait que le temps de la signature de ces accords n'était pas favorable au pouvoir dont le souci était de redorer son blason après les massacres des 17, 18, 19 et 20 février. La comparaison des revendications de l'opposition avant et après les négociations prouve qu'elle a réussi à imposer au pouvoir ses exigences essentielles. L'analyse des éléments constitutifs de cet accord montre qu'il est véritablement défavorable au pouvoir de Ianoukovitch si bien que l'on peut considérer cet accord dans une certaine mesure comme une opération de passation du pouvoir du camp de Ianoukovitch à l'opposition. Cet accord porte sur plusieurs points : l'adoption sous quarante-huit heures d'une loi spéciale restaurant la constitution de 2004, la formation d'un gouvernement d'union nationale dans les dix jours suivant la signature de l'accord⁵⁹, une réforme constitutionnelle dans le but d'équilibrer les pouvoirs du président de la République et du parlement, une nouvelle élection présidentielle avant décembre 2014, une enquête à mener sous l'égide de l'Union Européenne sur les violences de la place Maidan et l'incapacité pour les autorités de déclarer l'Etat d'urgence, la retenue dans l'usage de la violence par le pouvoir comme pour l'opposition, le vote d'une loi d'amnistie dont les conditions n'ont pas été détaillées, l'association de l'opposition à la normalisation de la vie politique⁶⁰ et enfin l'appel à la fin de toute violence par les ministères des affaires étrangères de la France, de la Pologne, de l'Allemagne et d'un représentant spécial de la Russie. Le retour immédiat à la constitution de 2004 dépouillait le président de la quasi-totalité de ses pouvoirs en faveur du parlement et du gouvernement. Cette déchéance est accélérée avec l'incapacité de celui-ci à convoquer un Etat d'urgence et à se faire contrôler par une opposition désormais associée à la normalisation de la vie politique sans que les indicateurs de ce retour soient véritablement fixés ainsi que par le recadrage et les limitations de l'usage de la violence par le pouvoir. Alors que pour le pouvoir, l'accord ainsi signé était un moyen d'assurer sa survie et sa longévité politique, l'opposition n'a pas essayé de mettre en pratique cet accord qu'elle a pourtant approuvé. Au contraire, saisissant l'opportunité de la défection de plusieurs

⁵⁹ L'exclusion systématique à la demande de l'opposition du *conseil de Maidan* du ministre de l'intérieur Vitali Zakhartchenko et du procureur général Viktor Pchonka de ce gouvernement à cause de leur rôle dans les répressions.

⁶⁰ La libération des bâtiments publics, des rues et la remise des armes illégales par l'opposition sous 24 heures ainsi que l'usage de la violence légitime par le pouvoir en place dans le seul but de protéger les bâtiments publics.

barons du régime de Ianoukovitch, y compris dans le parlement, l'opposition parlementaire va tourner le dos à l'accord qui venait pourtant d'être signé pour destituer le président Ianoukovitch. Dès lors, elle a oublié lesdits accords à l'exception du retour à la constitution de 2004, de l'organisation d'une élection présidentielle dès le 25 mai 2014 pour donner une teinte de légitimité à ce qui, somme toute, était une prise non-constitutionnelle du pouvoir politique⁶¹. Cette prise de pouvoir ne répondait en effet ni à l'esprit de la constitution ukrainienne, ni à celui de l'accord de paix du 21 février 2014.

Les liens de solidarité entre leurs membres et factions, l'offensive intellectuelle, l'auto-victimisation, la diabolisation de la répression policière de Ianoukovitch et la codification de la limitation constitutionnelle des pouvoirs de Ianoukovitch ont été les éléments essentiels de la mise en œuvre de la ruse par l'opposition dans une perspective plus offensive que défensive.

II-2-2- La défensive politique du pouvoir

La ruse dans la vie politique démocratique n'est pas le monopole de l'opposition. Elle est aussi mobilisée par le pouvoir dans le cadre du rapport de force politique qui l'oppose à l'opposition dans la redéfinition des formes légitimes du contrôle politique des institutions ukrainiennes.

La politique des faux-semblants et du dilatoire

Dans un premier temps, il y a lieu de noter que la pression exercée par les mobilisations incisives de l'opposition dans le cadre des logiques stratégique-tactiques affiliées à la structure des conjonctures invitait le président Ianoukovitch à certaines prises de décisions urgentes. Le caractère urgent de ces décisions charriait pourtant des enjeux politiques lourds de conséquences. Dans ce contexte, la prise desdites décisions nécessitait davantage de ressources temporelles que les pressions n'en

⁶¹ Le parlement monocaméral dominé par le Parti des Régions de Ianoukovitch a voté une loi d'amnistie inconditionnelle pour toutes les personnes arrêtées ou susceptibles d'être poursuivies en raison de leur implication dans le mouvement de contestation actuelle contre le président. Une autre loi a permis la libération de Ioulia Timochenko, opposante et ancienne première ministre d'Ukraine, à une majorité de 310 votes. Elle fut condamnée en 2011 à sept ans d'emprisonnement. Le parlement ukrainien a également limogé le ministre de l'intérieur Vitali Zakhartchenko, détesté par les manifestants et ceci à une majorité de 332 voix.

offraient pas dans la réalité. Face à cette contrainte, Ianoukovitch a mis en œuvre un ensemble de manœuvres dilatoires qui relevaient en réalité de la ruse politique. Avec la démission, le 28 janvier 2014, de Mykola Azarovselon, premier ministre de Ianoukovitch, l'urgence imposait la nomination d'un nouveau premier ministre. Il est clair que la démission du nouveau premier ministre aurait mis davantage en difficulté le président Ianoukovitch. Celui-ci devait donc prendre le temps de réfléchir sérieusement à cette nomination. Pour se le donner, il s'est envolé le vendredi, 07 février 2014, pour les jeux olympiques de Sotchi en Russie. Or, ce voyage lui a permis de discuter avec le président Vladimir Poutine. Bien plus, il a par ailleurs prétexté une maladie pulmonaire et obtenu quatre jours de congé qui lui ont permis très certainement de réfléchir aux options s'offrant à lui. La politique du faux-semblant a continué de structurer l'action politique de Ianoukovitch à travers des effets d'annonces. Dans le site de la présidence de la République Ukrainienne, Viktor Ianoukovitch a déclaré après son entretien, le 06 février 2014, avec Victoria Nuland, la Secrétaire d'Etat Adjointe Américaine, chargée des affaires européennes et eurasiennes, qu'il feront tout pour éviter une escalade du conflit ; il a par en plus affirmé que « *Ça n'est que par le dialogue et le compromis qu'il sera possible de sortir le pays de la crise politique* ». Il a par ailleurs annoncé la libération prochaine des manifestants arrêtés par la police et la mise en œuvre des réformes constitutionnelles le plus rapidement possible et dans le respect de toutes les procédures. Dans les faits, la mise en œuvre de ces promesses se sont faites pour certaines dans le cadre d'un échange donnant-donnant, soit sous l'effet de la contrainte.

La mise en œuvre de logiques opportunistes

La libération des manifestants arrêtés par la police fait partie des promesses mises en œuvre dans le cadre du donnant-donnant. En effet, pendant que les opposants se réjouissaient de cette annonce, le président a conditionné sa mise en œuvre effective par la libération de la mairie de Kiev prise en otage par les manifestants depuis le mois de décembre 2014. Le refus de ces derniers auraient en effet divisé profondément les opposants au point d'affaiblir cette dynamique oppositionnelle. Ce qui était au départ une promesse inconditionnelle est devenu un facteur d'affaiblissement de l'opposition. Même le parti politique d'opposition le plus radical, *Svoboda*, s'est soumis à cette logique de solidarité vis-à-vis de leurs camarades emprisonnés. Conscient de son emprise sur l'opposition par ce biais, Ianoukovitch va déclarer que les mesures d'amnistie ne s'étendaient pas sur les trois mois de la contestation et que les libérations dépendraient des études au cas par cas,

ce qui pourrait aider le camp Ianoukovitch à continuer de retenir les caciques de la contestation, d'intimider et tenter de diviser les manifestants.

En étiquetant les manifestants de la place Maidan de *terroristes* et en lançant l'offensive policière et l'action de la justice contre ceux-ci sous le mode de la lutte *anti-terroriste*, le président Ianoukovitch a tenté de légitimer cette opération musclée dont l'objectif manifeste était d'en découdre une fois pour toute avec ce mouvement. Dans cette lancée, le président Ianoukovitch a par ailleurs poursuivi son opération de délégitimation de l'opposition en mettant cette dernière devant l'une de ses contradictions évidentes. Pour lui en effet, il était absurde que cette opposition, qui affirmait être mue par les idéaux démocratiques, aspiraient à prendre le pouvoir par la force. Il s'est exprimé à la télévision nationale le février 2014 en ces termes «*Les leaders de l'opposition ont négligé le principe de la démocratie selon lequel on obtient le pouvoir à l'issue des élections et non dans la rue (...) Ils ont franchi les limites en appelant les gens à prendre des armes*», et que «*C'est une violation criante de la loi et les coupables comparaitront devant la justice*». C'est dans cette logique qu'il avait fait voter le 16 janvier un ensemble de lois liberticides⁶² qui, contre son attente, va contribuer à radicaliser la contestation qui commençait à s'essouffler. C'est la ruse de la légitimation de l'usage du pouvoir régalien de l'Etat en vue d'anéantir les manifestations.

Après les répressions de la police sur les manifestants de la place Maidan, le régime de Ianoukovitch a réduit le nombre de morts à 25 et a décrété deux jours de deuil national. Ces mesures de relations publiques n'ont eu que des effets cosmétiques. Elles visaient également à contester le monopole de la compassion et du recueillement à la place Maidan où les victimes avaient déjà été érigées en martyrs par les opposants. De même, la démission du premier ministre Mykola Azarov, le 28 janvier 2014, et la suppression des lois anti-contestataires⁶³ par le parlement concouraient à faire des concessions cosmétiques sans vraiment toucher le pouvoir de Ianoukovitch dans son essence.

Le recyclage normatif de la longévité politique de Ianoukovitch

Au soir de la répression, le rapport de force politique était défavorable au régime de Ianoukovitch. L'accord du 21 février 2014 signé entre l'opposition et le camp *Ianoukovitch* a été une occasion de compenser et de codifier dans cet accord ce

⁶²Ces lois prévoyaient des peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour la prise en otage des bâtiments publics et des amendes ou détention administrative pour les manifestants portant des masques et casques ainsi que des travaux d'intérêt général pour les auteurs de diffamation sur internet.

⁶³Voir la note n°63 ci-dessus.

déficit d'autorité sur le terrain, ce qui lui offrait une occasion de recycler sa longévité politique. En acceptant de signer ces accords le soir de la répression, le président a saisi la logique opportuniste à l'égard de l'opposition et de la communauté internationale afin de pouvoir subsister politiquement aux massacres. L'analyse des points saillants de cet accord permet de le confirmer. Si le retour à la constitution de 2004 défavorisait le président Ianoukovitch, la réforme constitutionnelle que les parties se sont engagées à opérer de février à septembre afin d'équilibrer les pouvoirs du président à ceux du parlement relevait un peu plus le pouvoir de celui-ci par rapport à ladite constitution. Si les autorités ne pouvaient déclarer l'Etat d'urgence, les opposants eux, devraient libérer les bâtiments publics ainsi que les rues occupées et remettre toutes les armes acquises de manières illégales, ce qui garantissait la supériorité militaire du gouvernement de Ianoukovitch. L'organisation d'une élection présidentielle prévue après l'adoption de la nouvelle constitution en décembre 2014 dans l'accord de paix du 21 février 2014 aurait en principe laissé plus de temps de manœuvre à Ianoukovitch au pouvoir même si ces élections auraient été régies, par de nouvelles lois électorales, par une nouvelle commission de supervision des élections, sous l'égide du conseil de l'Europe, des autorités et de l'opposition⁶⁴. A travers ces accords, le président Ianoukovitch jouait en effet son avenir politique, en essayant de détourner l'attention sur les exactions de la répression et d'orienter l'opinion publique dans le sens d'une sortie de crise réelle. Ces accords auraient permis à Ianoukovitch de recycler son pouvoir sous le moule des concessions réelles ou feintes afin de pouvoir le pérenniser.

Le vrai-faux départ de Ianoukovitch

Les défections multiples dans le camp de Ianoukovitch montrent bien que l'accord de sortie de crise qu'il a signé avec l'opposition a eu plus d'effets positifs sur cette dernière que sur les barons de son propre camp car, en effet, cette signature n'a pas du tout arrêté l'escalade des démissions. Ces défections au sein du parlement, des mairies, de son parti, de la police et de l'armée montrent bien que l'option immédiate pour Ianoukovitch était de quitter la capitale⁶⁵ pour mettre sa vie à l'abri d'une arrestation qui sifflerait la fin de son existence politique. Face à une telle contrainte, le départ de Ianoukovitch, le 22 février 2014, de la capitale ne relevait pas

⁶⁴ Il est intéressant de remarquer que la Russie n'est pas officiellement engagée.

⁶⁵ Plusieurs de ses proches collaborateurs avaient également quitté le pays ce vendredi 21 février 2014 dans la précipitation. Ce fut par exemple le cas de son ministre de l'intérieur, Vitali Zakhartchenko, et de son procureur général, Viktor Pchonka.

de la lâcheté mais, au contraire, de l'intelligence et du réalisme politique⁶⁶. Dès lors, en rejoignant son fief à l'est de l'Ukraine dans la ville de Kharkiv, Viktor Ianoukovitch n'a pas hésité à prendre de nouveau la parole sur une chaîne de télévision ukrainienne pour dire en effet qu'il était le président légitime d'Ukraine et ne comptait en aucun cas démissionner⁶⁷. Le 28 février 2014, il a repris la parole une fois de plus à partir de la ville russe de Rostov-sur-le-Don pour réaffirmer ces propos du 22 février 2014. Il faut dire que ces déclarations ont produit des effets de réalité puisque certains membres de l'opposition ont continué à réclamer qu'il dépose sa démission alors que le parlement l'avait démis et qu'il était en fuite. Bien plus, le choix de se retirer dans cette région pro-russe a permis de motiver davantage les dynamiques séparatistes contribuant davantage à saper l'autorité du nouveau pouvoir ukrainien. Il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle par ces propos de Ianoukovitch ils voulaient continuer d'exister politiquement en Ukraine grâce à l'appui de Moscou⁶⁸.

La politique des faux-semblants, le sens aigu de l'opportunisme, la supériorité militaire de Ianoukovitch ainsi que son réalisme politique constituaient autant de ressorts explicatifs de la vitalité de la ruse de son camp, vitalité exprimée davantage sous le mode de la défensive que de l'offensive.

Conclusion

Les atermoiements de la scène politique ukrainienne depuis le revirement de Viktor Ianoukovitch le 21 février 2014 donne à observer une scène politique chaotique tant que l'analyse de ces mutations s'inspire des répertoires idéalistes de la démocratie. La mise en œuvre de l'épistémologie machiavélienne de la démocratie a permis de conduire cette analyse du point de vue des actions et logiques concrètes des acteurs politiques. Cette démarche qui consiste à suivre la vérité concrète de la

⁶⁶ Son ministre de l'intérieur et son président de l'Assemblée nationale avaient quitté l'Ukraine quelques heures seulement après la signature de l'accord du 21 février 2014 pour Malte où ils ont été contraints de quitter le pays.

⁶⁷ « *Je n'ai pas l'intention de quitter le pays. Je n'ai pas l'intention de démissionner. Je suis un président légitimement élu. Tous les médiateurs internationaux avec lesquels j'ai travaillé m'ont donné des garanties pour ma sécurité : je vais voir comment ils vont remplir ce rôle. Tout ce qui se passe aujourd'hui, c'est bien sûr du vandalisme, du banditisme, et un coup d'Etat* », a déclaré Viktor Ianoukovitch le samedi 22 février sur une chaîne de télévision ukrainienne depuis la ville russe de Kharkiv.

⁶⁸ Lors de la conférence de presse qu'il a donnée le vendredi 28 février, à Rostov-sur-le-Don en Russie, il affirmait en effet que, « *Je suis le président ukrainien, légalement élu lors d'une élection démocratique* », et que la : « *La Russie est obligée d'agir, et connaissant le caractère de Vladimir Poutine, je me demande pourquoi il est si réservé et pourquoi il garde le silence.* ».

démocratie plutôt que son idéalisation permet de visualiser ce chaos apparent comme une structure des conjonctures reposant sur des positions et significations peu ou pas coordonnées, mais constituant l'ensemble des repères d'orchestration des acteurs politiques divers. Dès lors, en démocratie concrète, cette structure de conjonctures impose à ces derniers des logiques de situation déterminant leurs conduites non pas sous la logiques des choix rationnels mais, au contraire, en terme de causalité de l'aléatoire et du probable.

Références bibliographiques

- Dobry, Michel, 1992, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP.
- Dobry, Michel, 1995, « *Les processus de transition à la démocratie* », Culture et Conflits, n°17, pp. 3-8.
- Elias, Norbert et Dunning, Eric, 1994, *Sport et civilisation*, Paris Fayard.
- Simmel, Georgs, 1995, *Le conflit*, Paris, Circé.
- Machiavel, Nicholas, 1980, *Le prince*, Paris, Flammarion.
- Sindjoun, Luc, 1999, « *Science politique réflexive et savoirs sur les pratiques politiques en Afrique noire* », Dakar, Codesria.
- Sindjoun, Luc, 2002, *Sociologie des Relations Internationales africaines*, Paris, Karthala.
- Sindjoun, Luc, 2004, « *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire* », Dakar, Codesria.
- Weber, Max, 1995, *Economie et Société*, tome 1, Paris, Plon.